Journée internationale pour l'élimination des violences à l'encontre des femmes : FO exige des actes concrets et des moyens à la hauteur des enjeux !

Montreuil, le 22 novembre 2026

La lutte contre les violences, notamment sexuelles et sexistes faites aux femmes ou aux enfants devrait être une urgence absolue. Pourtant, le gouvernement ne s'en donne pas les moyens.

Le projet de budget 2027 et ses 54 milliards de coupes qui se succèdent aux précédentes est incompatible avec les ambitions affichées. C'est pourquoi la FNEC FP-FO est pleinement engagée dans la bataille pour le retrait du PLF 2027.

L'austérité budgétaire a des conséquences : les financements des centres de santé sexuelle, des plannings familiaux, des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et de la Famille (CIDFF), des services de victimologie sont fragilisés, voire menacés dans certaines régions et départements, les moyens alloués aux collectivités territoriales étant chaque année en forte diminution (5,5 milliards d'euros en moins prévus pour 2027).

Les associations estiment que le budget pour lutter contre les VSS devrait être *a minima* de 3 milliards d'euros, soit deux fois plus que ce que prévoit le projet de budget 2027.

Pire, la Fondation des Femmes a alerté sur le programme 137 du PLF 2027 soulignant que la hausse des crédits est largement absorbée (90 %) par l'aide universelle d'urgence, tandis que certains dispositifs (accueils de jour et lieux d'écoute) verraient leurs financements diminuer ou stagner face à l'inflation !

Inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution ne suffit pas à en garantir l'accès : le baromètre du Planning Familial publié en septembre 2026 constate un allongement des délais pour obtenir un rendez-vous, l'augmentation des refus de prise en charge, l'éloignement géographique croissant compte tenu des déserts médicaux.

Or, le projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS) et son objectif de « rationalisation des dépenses » signifierait encore moins de moyens pour les hôpitaux (et donc moins d'accès aux services gynécologiques, aux Unités d'Accueil Pédiatrique pour l'Enfance en Danger - UAPED ; de victimologie : UMJP, UPLV) moins de remboursements, limitation des prescriptions d'arrêts maladie, relèvement des franchises médicales, aug-

mentation des forfaits… **C'est pourquoi, avec sa Confédération, la FNEC FP-FO combat pour le retrait du PLFSS 2027.**

Dans l'Éducation nationale, cette lutte passe aussi par :

- **les revendications salariales** : les AESH, 94 % des postes sont occupés par des femmes, perçoivent une rémunération inférieure au seuil de pauvreté. La FNEC FP-FO revendique un statut pour tous les AESH sur 24 heures temps plein et une revalorisation de la grille salariale.
- **le développement de la médecine du travail** (écoute et accompagnement des victimes ; évaluation/diagnostic ; aménagement poste/horaires de travail ; orientation vers spécialistes), professionnels) or la sous-dotation chronique en médecins et professionnels médico-sociaux nuit gravement à une politique de prévention et de suivi des agents : environ 65 médecins pour 1,2 million agents !
- **le recrutement massif des personnels santé-psycho-sociaux** afin de pouvoir garantir un accès gratuit, sans délai, dans tous les établissements scolaires, à un accompagnement par ces personnels qualifiés et de promouvoir une réelle politique de prévention
- **l'abandon du questionnaire VSS** prévu pour tous les élèves de la GS à la terminale, un dispositif

Avec sa Confédération, la FNEC FP-FO poursuit la bataille pour les droits des femmes, et cela toute l'année. Ensemble nous exigeons que toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles bénéficient de droits réels, simples d'accès et protecteurs. Cela implique notamment une protection effective contre le licenciement, la possibilité d'aménager leur poste ou leurs horaires et un droit de retrait élargi en cas de harcèlement ou d'agression, le tout avec maintien intégral de la rémunération.

Les violences faites aux femmes ne sont pas une fatalité La FNEC FP-FO se mobilise pour :

- **Le retrait du projet de budget 2027 et ses 54 milliards de coupes budgétaires**
- **Le retrait du PLFSS 2027**
- **Le recrutement massif des personnels de santé, des assistants sociaux, des psychologues dans les services publics**
- **La revalorisation des salaires et des grilles indiciaires pour rattraper la perte du pouvoir d 'achat subi depuis 20 ans**
- **Le rétablissement de tous les postes supprimés dans les services publics, le rétablissement de tous les lits supprimés dans les hôpitaux**